

Ford : «Aucun signe positif»

BORDEAUX/BLANQUEFORT Les salariés se sont de nouveau mobilisés, hier, à l'occasion du comité de suivi

CHRISTINE MORICE
c.morice@sudouest.fr

Personne ne s'attendait à une bonne nouvelle, hier, parmi les salariés de Ford Aquitaine Industries (FAI), mobilisés devant la préfecture, alors que se tenait le comité de suivi autour du préfet (lire page 8). Les mines sont rembrunies depuis longtemps. Mais, en sortant de la réunion, Philippe Poutou a confirmé que l'avenir des 910 salariés du site blanquefortais était plus que jamais obscurci.

« C'est très mauvais. Aucun signe positif », a lancé le syndicaliste CGT à ses troupes, en annonçant qu'aucune avancée ne ressortait de cette rencontre entre les élus, les syndicats et les représentants de Ford Europe. Lesquels ne s'engagent même pas sur une production de boîtes de vitesses automatiques jusqu'à la fin de l'année 2019, comme l'avait annoncé Bruno Le Maire, la semaine dernière, à Bercy.

Ford recherche un repreneur et va constituer une équipe à cet effet. C'est aujourd'hui officiel. Ce mot est d'ailleurs très mal accueilli

par les salariés, à qui il rappelle de mauvais souvenirs. « On ne veut pas d'un repreneur bidon comme en 2009, on a déjà donné ! », lançait un gréviste. « Soit Ford reste, soit il nous paie ce qu'il nous doit. » « Aujourd'hui, la question est de savoir si les pouvoirs publics ont la capacité d'imposer à une multinationale comme Ford une autre politique », s'interrogeait Philippe Poutou, micro en main.

« Nous, en tout cas, nous ne leur reconnaissons pas le droit de partir. Ford a des obligations envers les collectivités locales. Et les pouvoirs publics semblent déterminés à sauver le site », poursuivait le cégétiste, tout en assurant qu'il n'était pas devenu macroniste.

Amertume et tristesse

Tous, autour de lui disaient leur volorité de poursuivre la bataille. « C'est mal parti, mais on ne peut pas s'empêcher d'y croire. On veut se battre pour les jeunes, pour ceux qui ont encore des enfants à nourrir », confiait Gilles, un salarié du site de Blanquefort. 59 ans, dont trente-trois chez Ford.

Dans la matinée, après l'appel à la



Les manifestants ont rejoint la préfecture, hier. PHOTO: FABRIEN COTTEREAU

grève lancé par l'intersyndicale (CGT, FO, CFIC, CFDT, CFE/CGC), les salariés de FAI ont manifesté dans les rues de Bordeaux, entre les Quinconces et la préfecture. Ils étaient 350 selon la police, 500 selon les syndicats.

Avant midi, une centaine de grévistes avait pris le tramway en gare de Blanquefort pour se rendre dans la capitale girondine. Parmi eux, Muriel, 50 ans dont vingt chez Ford. « On se sent trahis. Mais on reste mobilisés pour ne pas hériter d'un repreneur véreux. Il va falloir

que Ford nous donne les indemnités auxquelles nous avons droit avant de partir. » Muriel est particulièrement inquiète puisque son compagnon est également salarié au sein de l'usine de Blanquefort. « Nous ne sommes pas les seuls, il y a beaucoup de couples chez Ford. »

« Malgré tout, même si on a l'impression que l'usine nous mène en bateau depuis des années, on voudrait que Ford reste à Blanquefort pour garantir nos emplois », ajoutait Philippe, un autre manifestant.

Quant à Jean-Michel Caille, représentant du syndicat des cadres (CFE/CGC), il a indiqué que le constructeur américain avait constitué, dès l'an dernier, des stocks de sécurité de boîtes de vitesses afin d'assurer ses arrières en cas de conflit à Blanquefort et de souci sur la production actuelle de la 6F35.

Il a dit son amertume et sa tristesse. « Je n'ai jamais vu un tel manque de respect [...] Mon père est entré dans l'usine à sa création, en 1972. Je ne voudrais pas assister à sa fermeture. »



Vous êtes déjà au Canada

Bordeaux - Montréal

Vols directs

À partir de 379 € TTC a/r*

Possibilité de vols vers Québec, Toronto, Calgary et Vancouver

Réservation dans votre agence de voyages ou sur airtransat.fr



Air Consultants France Représentant d'Air Transat en France. Siège social : 13/15 avenue du GI Leclerc 94700 Maisons Alfort, SASU au capital de 2010 000 € RCS de Créteil 818 870 065, immatriculée au Registre des Opérateurs de Voyages et de séjours sous le numéro IMO94160003. Garantie financière - Groupama Assurance - Crédit : 8-10 rue d'Asstorg 75 008 Paris; Assurance de responsabilité civile ZURICH INSURANCE PLC 112, avenue de Wagram - 75808 Cedex 17 Paris. *Prix à partir de, valide à certaines dates uniquement sous réserve de disponibilité à ce tarif, certaines conditions s'appliquent.